

Mantes-la-Jolie/Lycée St-Exupéry Les revendications des lycéens doivent être satisfaites

Le vendredi 9 octobre à 9 heures, 200 lycéens sont regroupés devant le lycée. La porte est ouverte, le proviseur est sur place, mais ils ne veulent pas rentrer et certains des élèves ont des pancartes en carton. Les lycéennes présentes ne sont pas au courant des annonces du ministre la veille sur les 3000 professeurs qui « vont » arriver dans les lycées et elles sont sceptiques. Elles posent la question « ils sortent d'où ces 3000 professeurs ? ».

Elle reviennent sur la demi-journée banalisée de débat, « on a parlé dans la classe pendant une heure puis le proviseur a réuni des délégués de chaque classe au réfectoire. Mais il n'a rien changé, par exemple, le proviseur veut faire des travaux aux extérieurs du bâtiments, pour donner une bonne image du lycée, comme une sorte de bac à sable pour diminuer notre stress (!), mais les travaux à l'intérieur sont urgents et les emplois du temps



ne vont pas changer»

Elles exposent leurs revendications « le bâtiment est vieux, les plafonds sont cassés, il y a de l'eau qui passe lorsqu'il pleut. Les fenêtres sont cassées, on a froid l'hiver et on garde le manteau. Pendant la canicule on avait chaud, certaines faisaient des malaises et personne ne nous a dit si on pouvait rentrer chez nous », d'autres élèves « j'ai pas eu de professeur d'anglais pendant deux

semaines », « j'ai pas de professeur principal dans ma classe » (pour s'occuper de l'orientation), « je suis inscrite dans deux classes différentes et on me demande de justifier mes absences, mais je suis dans une autre classe ! », « Parcoursup c'est un système qui n'aboutit à rien, on n'a pas de place au final. On vient d'un lycée de banlieue et, donc on n'est pas pris ».

Correspondant

Non à la repression contre les lycéens

Dans les Yvelines, 15 lycées ont été fermés par le Préfet, plus de 100 interpellations et plus de 6000 au plan national, dans le Val-d'Oise un lycéen a eu la machoire brisée par la police, des lycéens blessés, une syndicaliste FSU 78 blessée, fracture du poignet, à Paris lors de la manifestation du 6 octobre.

Le mouvement syndical solidaire

Le vendredi 2 octobre lors de la réunion de la Commission exécutive de l'UL CGT de Versailles l'un des camarades présents reçoit un appel téléphonique du commissariat de Saint-Germain-en-Laye qui lui annonce que son fils, collégien, a été mis en garde à vue pour avoir manifesté avec les lycéens de Marly-le-Roi. L'adolescent est menacé de passer la nuit en garde à vue et d'être déféré devant le Procureur de la République le lendemain. Informée la CGT 78 appelle l'ensemble des camarades disponibles à se rassembler devant le commissariat. Des syndiqués de toutes les Yvelines sont présents avec le responsable de l'UD et une avocate. Résultat le collégien est libéré dans l'après-midi et s'en tire finalement avec un rappel à la loi et ne sera pas présenté au procureur.

Christophe Auger

MEETING du comité international
contre la guerre et l'exploitation à l'appel de militants de 48 pays
dimanche 8 novembre à 14 heures - Paris

Saint-Quentin en Yvelines/Faculté de lettres et sciences humaines L'assemblée générale vote le blocage de l'établissement et décide de manifester à Paris

Lundi 5 octobre, le syndicat Solidaires Étudiant.e.s a appelé à une assemblée générale à 18h00 dans un amphi ouvert à tous les étudiants et au personnel. Il y a 150 participants et 7 syndicalistes à la tribune. La liberté de point de vue est encouragée, à l'exclusion de toute discrimination. La présence du correspondant local de la TT est autorisée par un vote de l'AG (sans droit de parole).

Le recensement des revendications permet de faire tourner la parole dans l'amphi. Puis une synthèse est opérée par la présidente de séance et est soumises au vote de l'assemblée.

- **CROUS** : les étudiants demandent un dimensionnement du restaurant adapté aux besoins, un restaurant à l'IUT, des distributeurs approvisionnés, une offre végétarienne, du matériel et du personnel pour en finir avec les files d'attente.

- **PMR** : Une meilleure accessibilité, sans parcours compliqué. Sur ce point, l'amphi exige une obligation de résultats, pas de bla-bla...

- **Parcours sup** : il est proposé de d'aligner sur les revendications lycéennes en matière de transparence et de rejet de la sélection.

- Des places d'étudiants, de profs, de personnels administratifs, d'infirmiers et de psychologues, avec titularisation des non-titulaires.

- Non au frais d'inscription

des étudiants étrangers, sommés de payer 19 fois les frais actuels.

- Soutien aux revendications lycéennes. Condamnation des violences policières et de l'Etat policier.

- Dénonciation des médias qui ne parlent que des dégâts, pas des revendications. Ensuite les moyens de lutte sont adoptés par votes

Blocus de la fac le 6 octobre avec disposition pratique dès 6h du matin pour assurer le blocage de portes et

la protection des lieux contre toute intrusion. Mégaphone et pancartes permettront d'informer les étudiants. Des conseils juridiques sont rappelés pour faire valoir ses droits en cas d'interpellation par la police.

Cette assemblée générale montre que les étudiants savent trouver les formes de lutte de la démocratie représentative et ne sont pas « dépolitisés » comme le disent certains.

Correspondant local de la Tribune de travailleurs



Manifestation du 6 octobre à Paris.

Appel d'étudiants avec l'aide de la FJR - IV^e internationale et du Parti des travailleurs

Le 4 mai, le gouvernement a mis en place sa version du repas à 1 euro pour tous. Mais beaucoup d'étudiants ne peuvent pas en profiter.

Comme on pouvait s'en douter, sans moyens et personnel supplémentaires, les files d'attente s'allongent. Des étudiants, coincés par l'heure de reprise des cours ou découragés par la longueur de la queue, ne peuvent pas utiliser le restau-U.

Quant au personnel, sans les moyens supplémentaires pour assurer un service de qualité dans des conditions de travail décentes, il est sous pression.

Le gouvernement est responsable de cette situation. Il a fait voter à l'Assemblée nationale une rallonge de 36 milliards aux 413 milliards d'euros de la Loi de programmation militaire. L'argent doit aller au CROUS, pas à la guerre.

Nous appelons à l'unité étudiants-personnels avec les organisations syndicales. **Signez la pétition**

Non aux files d'attente devant le restau-U !

Des locaux, du matériel et du personnel pour accueillir tous les étudiants

Renault-Flins

Les travailleurs décident de débrayer et disent : « Nous ne voulons pas de chamailleries »

Le 16 septembre l'usine Renault de Flins, à l'appel des syndicats CGT, FO, CFTD et UNSA, des débrayages ont été organisés au début du travail de l'équipe du matin, puis de celle de l'après-midi. 250 travailleurs ont participé au rassemblement devant l'usine.

En mars 2024, la production d'automobiles a été arrêtée à Flins, la direction voulant vouer ce site à « l'économie circulaire », c'est-à-dire à la rénovation de voitures d'occasion. Il y reste moins de 2 000 salariés. Les bus de transport pour amener les ouvriers à l'usine ont été supprimés. La direction multiplie les sanctions contre les salariés et cherche à « dégraisser » les effectifs. En réalité, c'est l'existence même du site qui est en jeu.

Lors du rassemblement appelé dans l'unité, le responsable CGT dénonce : « La direction refuse de



Rassemblement dans l'unité dans l'usine Renault Flins

financer le remplacement de la cataphorèse. Elle veut vendre les terrains. Elle veut nous endormir, mais elle a décidé de fermer l'usine ».

Le responsable UNSA confirme : « La cataphorèse a été délocalisée en Espagne. La direction nous a menti, elle dit : ne vous inquiétez pas. Mais tout le monde est inquiet, même ceux qui n'ont pas débrayé. Il faut alerter les pouvoirs publics ».

Une représentante de la CFTD : « Il faut discuter

de comment on mène le combat. Beaucoup de salariés hésitent à faire grève, mais on est tous concernés ». Le délégué CGT ajoute : « certains combattent pour un chèque (une prime de licenciement NDLR), d'autres pour le maintien des emplois ».

Une discussion se mène. Un ouvrier indique : « Il faut considérer qu'aujourd'hui c'est une première étape ». Un autre prend le micro : « La division ne sert que les

intérêts de la direction. Si on est divisé, il n'y aura plus d'organisations syndicales, il n'y aura plus d'usine, on sera tous à France Travail. Il faut être tous unis. » Alors que, le plus souvent, la division syndicale règne dans l'entreprise, ce rassemblement appelé dans l'unité encourage. « Il faut l'union syndicale », explique un gréviste. « La situation est grave. Les travailleurs ne veulent pas de chamailleries », dit un autre.

Correspondant

Poissy/Stellantis

Non à la fermeture de l'usine Stellantis de Poissy

C'est en avril dernier que la direction du groupe a annoncé la fin de la production du modèle OPEL-MOKKA d'ici 2028. Une décision qui entraînerait la suppression d'environ 1000 postes ouvriers sur le site. Nous avons toujours 2 voitures, avec la DS3 et 2 équipes alternées en fabrication, pour quelques semaines encore. Fin mai, notre directeur

général a annoncé qu'il ne restera qu'une seule équipe programmée pour la 1^{re} semaine de novembre avec une diminution de 350 postes. En mai, la direction du site a aussi précisé qu'il n'y aurait pas de nouvelle voiture après 2028 ! Stellantis Poissy, est le dernier centre de fabrication automobile en Ile-de-France.

Face à cette situation, les syndicats CGT, SUD et UNSA se sont montrés unis et ont défilé ensemble dans les rues de Poissy. Nous revendiquons le maintien de l'ensemble des emplois sur le site et la préservation de la chaîne de montage. Dans cette situation, nous sommes d'accord avec l'appel qui a été lancé pour l'action com-

mune. Ce qui se passe aujourd'hui chez les pompiers qui se préparent à manifester le 29 septembre à Paris nous confirme que la clé du succès est dans l'UNITE. Nous le savons tous, c'est maintenant qu'il faut s'engager dans la préparation du **TOUS ENSEMBLE**, de la grève pour défendre nos emplois.

Michel, syndiqué CGT

Meulan-Les Mureaux Non au projet de fermeture de la maternité et de la réanimation du CHIMM

C'est la deuxième manifestation appelée par l'intersyndicale CGT, FO et CFDT pour l'abandon du projet de fermeture de la maternité, du bloc opératoire et de la réanimation de l'hôpital de Meulan-Les Mureaux (CHIMM).

Parmi les 250 personnes présentes un mardi matin, des personnels hospitaliers du CHIMM, infirmier.e.s, aides soignant.es, médecins et chefs de service. Des syndicalistes CGT, FO, CFDT, Sud qui lançaient les mots d'ordre, des élus municipaux dont certains arboraient l'écharpe tricolore et d'autres en qualité de simples citoyens. Tout comme la députée PS de la circonscription des Mureaux.

Des lycéens de François Villon, en blocus ce jour-là étaient également présents. Et bien sûr, des habitants des alentours et des usagers de l'hôpital.

Les prises de paroles faisaient état d'un mouvement aux revendications claires, ayant fait la démonstration de l'unité des personnels et des syndicats. Les personnels sont déterminés face au danger de fermeture d'un hôpital de proximité pour des populations souvent défavorisées.

David (CGT) « Nous sommes déterminés à garder toutes nos activités »



Manifestation des personnels et de la population contre les fermetures au CHIMM.

Sophie (CFDT) « Tant que le maintien ne sera pas garanti, on se battra »

Isabelle (FO) « On est là pour se battre, on a déjà perdu énormément de services depuis 2015 »

Carole, secrétaire médicale nous apprend qu'il y a une semaine la direction de l'hôpital a annoncé la fermeture de son service, le laboratoire d'anapathologie (analyse des tissus provenant du bloc opératoire) le 30 juin 2027 pour être transféré à Poissy.

L'intersyndicale donne rendez-vous le mardi 13 octobre, la veille du rendu des conclusions de l'ARS.

Correspondant

Le Parti des Travailleurs fait circuler un **appel pour l'unité pour le maintien de tous les services de l'hôpital** qui a recueilli plus de 200 signatures

Bulletin d'abonnement

Pour tout abonnement en version numérique fournir une adresse mail

@

	5 numéros	7 numéros	15 numéros	6 mois	1 an	Pli clos 1 an
Version papier ☐						
ou version numérique ☐	« découverte » 7,50 €	Réservé aux chômeurs, allocataires du RSA, lycéens et étudiants 5 €	10 €	22 €	36 €	70 €
						120 €
Version papier et numérique ☐	5 numéros « découverte » 8 €	7 numéros 11 €	15 numéros 23 €	6 mois 38 €	1 an 74 €	Pli clos 1 an 124 €

Je choisis l'abonnement par prélèvement mensuel qui donne automatiquement droit aux deux versions : papier et numérique. N° ICS : FR4422807AA5

Tarif : 6,50 € par mois ☐

10 € pour les plis clos ☐

Les prélèvements seront effectués le 10 de chaque mois.
Important : dater et signer le mandat ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire.

Mandat: En signant ce formulaire, vous autorisez La Tribune des travailleurs, à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions de La Tribune des travailleurs. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Date :
Signature (obligatoire) :

Cadre réservé à l'administration du journal

Comité (et département) qui a réalisé cet abonnement

Je soutiens La Tribune des travailleurs

Je verse : euros

Nom, prénom :

N° : Rue, bd., av., etc. : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : La Tribune des travailleurs, 67, avenue Faidherbe, 93100 Montreuil - Chèque à l'ordre de La Tribune des travailleurs

PARTI DES TRAVAILLEURS

JE SOUHAITE ADHÉRER

Nom, prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Email :

Bulletin à renvoyer à :
Parti des travailleurs BP27 -
93101 Montreuil Cedex